

Gelet op de wet tot oprichting van gemeenschaps- en gewestinstellingen, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 20 juli 1979;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 december 1981 houdende samenstelling van de Executieve van het Brussels Gewest, gewijzigd bij koninklijk besluit van 20 juni 1983;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 februari 1982 tot bepaling van de ministeriële bevoegdheden voor de aangelegenheden van het Brussels Gewest;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 april 1982 houdende organisatie van de delegaties van bevoegdheden aan de leden van de Executieve van het Brussels Gewest, inzonderheid artikel 2, b;

Gelet op de Richtlijnen 79/409/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 2 april 1979 inzake het behoud van de vogelstand;

Gelet op het overleg gepleegd tussen de betrokken Executieven op 9 mei 1984, overeenkomstig artikel 6, § 2, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Overwegende de noodzaak de handel in waterwild mogelijk te maken in het Brussels Gewest;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 12 januari 1973 en gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980, inzonderheid op artikel 3, eerste lid;

Overwegende dat in het belang van de jacht de openingsbesluiten van de jacht voor de aanvang van het jachtseizoen moeten worden getroffen;

Gelet op de hoogdringendheid,

Besluit:

Artikel 1. § 1. Onder voorbehoud der bepalingen van de volgende artikelen is alleen de jacht op de hierna vermelde waterwildsoorten toegestaan:

wilde eend;
wintertaling;
smient;
meerkoet.

§ 2. Het schieten van ander waterwild of van andere water, zee, oever of moerasvogels is verboden.

Art. 2. De opening van de jacht op het in artikel 1, § 1, vermelde waterwild wordt vastgesteld als volgt in het Brussels Gewest:

— op 24 juli 1984 voor de wilde eend (*Anas platyrhynchos*), en de meerkoet in de moerassen en op de waterlopen;

— op 1 september 1984 voor de smient, in de moerassen en op de waterlopen;

— op 15 oktober 1984 voor de wintertaling.

Art. 3. De sluiting van de jacht op waterwild wordt vastgesteld op 31 januari 1985.

Art. 4. De gouverneur van de provincie Brabant is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 juni 1984.

A.M. NEYTS-UYTTEBROECK

Vu la loi créant des institutions communautaires et régionales provisoires, coordonnée par l'arrêté royal du 20 juillet 1979;

Vu l'arrêté royal du 24 décembre 1981 fixant la composition de l'Exécutif de la Région bruxelloise, modifié par arrêté royal du 20 juin 1983;

Vu l'arrêté royal du 19 février 1982 fixant les compétences ministérielles pour les affaires de la Région bruxelloise;

Vu l'arrêté royal du 26 avril 1982 organisant les délégations de compétences aux membres de l'Exécutif de la Région bruxelloise, notamment l'article 2, b;

Vu la Directive 79/409/CEE du Conseil des Communautés européennes en date du 2 avril 1979 relative à la conservation des oiseaux sauvages;

Vu la concertation des Exécutifs concernés en date du 9 mai 1984, conformément à l'article 6, § 2, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Considérant la nécessité de permettre la commercialisation du gibier d'eau dans la Région bruxelloise;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973 et modifiées par la loi du 9 août 1980, notamment l'article 3, alinéa 1er;

Considérant que, dans l'intérêt de la chasse, les arrêtés d'ouverture de la chasse doivent être pris avant le début de la saison de chasse;

Vu l'urgence;

Arrête:

Article 1er. § 1. Sous réserve des dispositions des articles suivants, seule la chasse aux espèces de gibier d'eau mentionnées ci-après est autorisée:

canard colvert;
sarcelle d'hiver;
canard siffleur;
foulque macroule.

§ 2. Le tir d'autres gibiers d'eau ou d'autres oiseaux d'eau, de mer, de rivage ou de marais est interdit.

Art. 2. L'ouverture de la chasse au gibier d'eau mentionné à l'article 1er, § 1er, est fixée dans la Région bruxelloise:

— au 24 juillet 1984, pour le canard colvert (*Anas platyrhynchos*), la foulque macroule dans les marais et sur les cours d'eau;

— au 1er septembre 1984 pour le canard siffleur dans les marais et sur les cours d'eau;

— au 15 octobre 1984 pour la sarcelle d'hiver.

Art. 3. La fermeture de la chasse au gibier d'eau est fixée au 31 janvier 1985.

Art. 4. Le gouverneur de la province de Brabant est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 juin 1984.

A.M. NEYTS-UYTTEBROECK

EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 84 — 1174

10 MAI 1984. — Décret relatif à l'intégration d'œuvres d'art dans les bâtiments publics (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté, et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit:

Article 1er. Les personnes de droit public qui construisent ou aménagent un bâtiment public de caractère durable et ses abords sont tenues d'y intégrer une ou plusieurs œuvres d'art.

La même obligation s'impose aux personnes morales de droit privé qui construisent ou aménagent des bâtiments pour lesquels elles obtiennent des subventions de la Communauté française.

Les œuvres d'art peuvent être réalisées en atelier ou sur le chantier.

Elles peuvent être réalisées au moyen de matériaux qui servent à la construction ou à l'aménagement du bâtiment.

Art. 2. L'article 1er n'est pas applicable aux travaux d'un montant inférieur à cinq millions.

Il n'est applicable aux travaux d'aménagement des édifices classés comme monuments que de l'avis conforme de la Commission royale des monuments et des sites.

Lorsque la destination ou la situation du bâtiment le justifie, l'Exécutif peut, par décision motivée, dispenser en tout ou en partie de l'application de l'article 1er.

(1) Session 1983-1984.

Documents du Conseil. — N° 135, n° 1. Projet de décret. — N° 135, n° 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 11. Amendements. — N° 135, n° 10. Rapport.

Session 1981-1982.

Document du Conseil. — N° 23, n° 1. Proposition de décret (examen conjoint).

Comptes rendus intégraux. — Discussion. Séance du 7 mars 1984. — Adoption. Séance du 4 avril 1984.

Art. 3. Le montant affecté aux œuvres d'art doit atteindre le pourcentage minimum suivant du coût total des travaux, tel qu'il est estimé dans le projet :

— 1 p.c. pour la première tranche, inférieure ou égale à 10 millions;

— 0,75 p.c. pour la deuxième tranche, supérieure à 10 millions et inférieure à 50 millions;

— 0,50 p.c. pour la troisième tranche, supérieure à 50 millions et inférieure à 100 millions;

— 0,25 p.c. pour la partie supérieure à 100 millions.

Art. 4. Lorsque la Communauté accorde une subvention pour les travaux, le montant affecté aux œuvres d'art est fixé au pourcentage suivant du coût des travaux couvert par la subvention :

— 2 p.c. pour la première tranche, inférieure ou égale à 10 millions;

— 1,5 p.c. pour la deuxième tranche, supérieure à 10 millions et inférieure à 50 millions;

— 1 p.c. pour la troisième tranche, supérieure à 50 millions et inférieure à 100 millions;

— 0,5 p.c. pour la partie supérieure à 100 millions.

Art. 5. Pour les travaux artistiques réalisés sur le chantier au moyen de matériaux de construction usuels, les honoraires de l'artiste sont fixés par contrat en se référant aux pourcentages prévus aux articles 3 et 4.

Art. 6. L'artiste ou les artistes chargés de réaliser l'œuvre d'art sont choisis par le maître de l'ouvrage.

Ce choix est soumis à l'approbation de la Commission d'intégration des œuvres d'art.

Art. 7. La Commission d'intégration des œuvres d'art est composée dans chaque cas des personnes suivantes :

— L'architecte;

— Deux délégués du maître de l'ouvrage;

— Deux artistes choisis, l'un par le maître de l'ouvrage, l'autre par la commission consultative des arts plastiques, sur une liste de vingt artistes désignés pour deux ans par l'Exécutif sur la proposition de cette dernière commission;

— Deux fonctionnaires du Ministère de la Communauté française, chargés des affaires culturelles.

Lorsqu'une subvention est accordée pour les travaux, la Commission d'intégration des œuvres d'art comprend en outre un délégué du pouvoir qui subventionne.

Art. 8. L'Exécutif adapte à l'évolution du coût des travaux de construction les montants indiqués à l'article 2, ainsi qu'aux articles 3 et 4.

Art. 9. L'octroi par la Communauté française de tout subside à la construction ou à l'aménagement de bâtiment public est subordonné au respect de l'obligation énoncée à l'article 1er du présent décret.

Art. 10. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication. Toutefois il ne s'applique pas aux travaux dont le projet a été approuvé antérieurement par les autorités compétentes.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 10 mai 1984.

Le Ministre-Président,
chargé des Affaires culturelles et des Relations extérieures,
Ph. MOUREAUX

Le Ministre des Affaires sociales,
Ph. MONFILS

Le Ministre de la Santé et de l'Enseignement,
R. URBAIN

—
VERTALING

—
FRANSE GEMEENSCHAP

N. 84 — 1174

10 MEI 1984. — Decreet betreffende de integratie van kunstwerken in de openbare gebouwen (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. De personen van publiek recht die een openbaar gebouw van duurzame aard en zijn directe omgeving bouwen of geschiktmaken, zijn verplicht er één of meerdere kunstwerken in te integreren.

Dezelfde verplichting is geldig voor de rechtspersonen van privaatsrecht die gebouwen bouwen of geschiktmaken voor dewelke zij toelagen van de Franse Gemeenschap bekomen.

De kunstwerken mogen in atelier of op het bouwterrein worden vervaardigd.

Zij mogen vervaardigd worden aan de hand van materialen die voor de bouw of voor de inrichting van het gebouw dienen.

(1) Zitting 1983-1984.

Bescheiden van de Raad. — Nr. 135, nr. 1. Ontwerp van decreet. — Nr. 135, nrs. 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 en 11. Amendementen. — Nr. 135, nr. 10. Verslag.

Zitting 1981-1982.

Bescheiden van de Raad. — Nr. 23, nr. 1. Voorstel van decreet (bijgevoegd examen).

Integrale verslagen. — Bespreking. Zitting van 7 maart 1984. — Aanneming. Zitting van 4 april 1984.

Art. 2. Artikel 1 is niet toepasselijk voor de werken voor een bedrag dat lager ligt dan vijf miljoen.

Het is slechts toepasselijk voor de verbouwingswerken van als monumenten geklasseerde gebouwen mits eensluitend advies van de Koninklijke Commissie voor monumenten en landschappen.

Wanneer de bestemming of de ligging van het gebouw het verantwoordt, kan de Executieve bij gemotiveerde beslissing geheel of gedeeltelijk van de toepassing van artikel 1 vrijstellen.

Art. 3. Het bedrag toegewezen voor de kunstwerken moet het minimum percentage bereiken volgens de totale kostprijs van de werken, zoals hij bij het ontwerp werd geraamd :

— 1 pct. voor de eerste schijf, onder of gelijk aan 10 miljoen;

— 0,75 pct. voor de tweede schijf, boven de 10 miljoen en onder de 50 miljoen;

— 0,25 pct. voor het gedeelte boven de 100 miljoen.

Art. 4. Wanneer de Gemeenschap een toelage voor werken toekent, wordt het bedrag toegewezen voor de kunstwerken vastgesteld op het percentage volgens de kostprijs der werken die door de toelage worden gedekt :

— 2 pct. voor de eerste schijf, onder of gelijk aan 10 miljoen;

— 1,5 pct. voor de tweede schijf, boven de 10 miljoen en onder de 50 miljoen;

— 1 pct. voor de derde schijf, boven de 50 miljoen en onder de 100 miljoen;

— 0,5 pct. voor het gedeelte boven de 100 miljoen.

Art. 5. Voor de kunstwerken die werden verwezenlijkt op het bouwterrein bij middel van gebruikelijk bouw materiaal, worden de erelonen van de kunstenaar bij contract vastgesteld door verwijzing naar de percentages voorgeschreven bij de artikelen 3 en 4.

Art. 6. De kunstenaar of de kunstenaars belast met de verwezenlijking van het kunstwerk, worden door de bouwmeester gekozen.

Deze keuze wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Integratiecommissie voor kunstwerken.

Art. 7. De Integratiecommissie voor kunstwerken wordt in elk geval uit de volgende personen samengesteld :

— De architect;

— Twee afgevaardigden van de bouwmeester;

— Twee kunstenaars gekozen, de ene door de bouwmeester, de andere door de Commissie van advies voor plastische kunsten, op een lijst van twintig kunstenaars aangewezen voor twee jaar door de Executieve, op de voordracht van deze laatste commissie;

— Twee ambtenaren van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, belast met de culturele zaken.

Wanneer een toelage wordt toegekend voor werken, omvat de Integratiecommissie voor kunstwerken bovendien een afgevaardigde van de overheid die de toelage verleent.

Art. 8. De Executieve past volgens de evolutie van de kostprijs der bouwwerken de bedragen aangehaald bij artikel 2, evenals bij de artikelen 3 en 4 aan.

Art. 9. De toekenning door de Franse Gemeenschap van elke toelage voor de bouw of de inrichting van een overheidsgebouw is ondergeschikt aan de eerbiediging van de verplichting aangehaald bij artikel 1 van dit decreet.

Art. 10. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het wordt bekendgemaakt. Het is evenwel niet toepasselijk op de werken waarvan het ontwerp eerder werd goedgekeurd door de bevoegde overheid.

Vaardigen dit decreet uit, bevelen dat het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

Brussel, 16 mei 1984.

De Minister-Voorzitter belast met de Culturele Aangelegenheden
en de Buitenlandse Betrekkingen,

Ph. MOUREAUX

De Minister van Sociale Zaken,

Ph. MONFILS

De Minister van Gezondheid en van Onderwijs,

R. URBAIN

F. 84 — 1175

5 MARS 1984. — Arrêté de l'Exécutif modifiant l'arrêté du 11 mars 1983 portant agrément des personnes appelées à aider religieusement et/ou moralement les immigrés

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 janvier 1982 portant règlement de son fonctionnement;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 11 mars 1983 portant agrément des personnes appelées à aider religieusement et/ou moralement les immigrés;

Vu la délibération de l'Exécutif du 20 janvier 1984;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales de la Communauté française.

Arrêtons :

Article 1er. Les termes « Fondation pour l'assistance morale laïque » de l'article 1er, § 1, de l'arrêté du 11 mars 1983 portant agrément des personnes appelées à aider religieusement et/ou moralement les immigrés, sont remplacés par les termes « Centre d'Action laïque ».

Art. 2. A l'article 1er, § 2, à l'article 2, § 2, à l'article 3, alinéas 1, 2 et 3, il y a lieu d'ajouter après « A.S.B.L. » les termes « ou établissement d'utilité publique ».

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1984.

Bruxelles, le 5 mars 1984.

Pour l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre des Affaires sociales de la Communauté française de Belgique,

Ph. MONFILS